



Ensemble, restons mobilisés!

Envoi d'une lettre au ministre du Travail, Jean Boulet, et à la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor, France-Élaine Duranceau, pour demander que tous les contrats publics soient modifiés afin d'y inclure les modifications imposées par les décrets de convention collective qui entraînent des coûts supplémentaires pour les entreprises assujetties à la Loi.

25 JUIN 2026



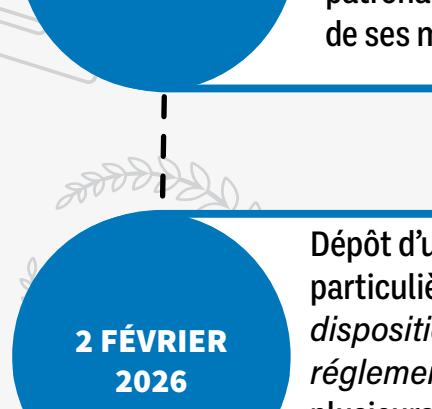
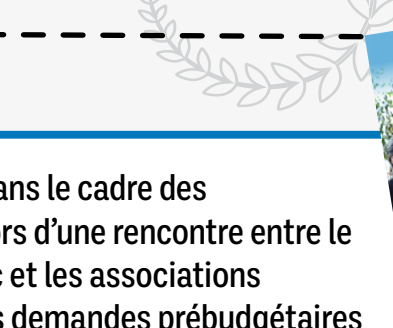
14 MAI 2026

Envoi, à tous les partis politiques, de près de 10 000 pétitions signées par des propriétaires de PME dans laquelle nous demandons d'abolir la LDCC (Réduisez la paperasserie des PME du Québec!).



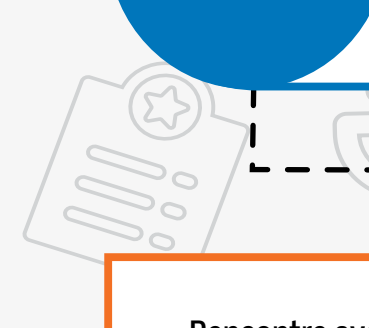
Dépôt du projet de loi 27, *Loi modifiant diverses dispositions concernant les décrets de convention collective et l'industrie de la construction*. La FCEI a réagi le jour même en dénonçant la réforme plutôt que l'abolition de la LDCC. Tout compte fait, ce projet de loi est mort au feuillement.

1^{ER} AVRIL 2026



Conférence de presse en présence de membres de la FCEI pour dénoncer les règles uniques au Québec, dont la LDCC.

1^{ER} AVRIL 2026



14 FÉVRIER 2026

Dépôt d'un mémoire de la FCEI dans le cadre des consultations prébudgétaires. Lors d'une rencontre entre le ministre des Finances du Québec et les associations patronales, la FCEI a présenté les demandes prébudgétaires de ses membres, dont l'abolition de la LDCC.



2 FÉVRIER 2026

Dépôt d'un mémoire de la FCEI dans le cadre des consultations particulières du projet de loi n° 11, *Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif*. En commission, la FCEI a proposé plusieurs recommandations afin d'alléger réellement le fardeau administratif et réglementaire des PME, dont l'abolition de la LDCC.



Rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet, afin de lui transmettre 53 nouvelles plaintes contre la LDCC et les comités paritaires. Cela porte désormais à **565 le nombre de plaintes** transmises depuis le début de notre offensive en septembre.

15 JANVIER 2026



26 NOVEMBRE 2025

Dépôt d'un mémoire de la FCEI dans le cadre des consultations particulières du projet de loi n° 3, *Loi visant améliorer la transparence, la gouvernance, et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail*. En commission, la FCEI a demandé au gouvernement d'abolir la LDCC, en soulignant qu'elle va à l'encontre des principes de transparence et de saine gouvernance. **Visionnez notre audition.**

Vidéo sur la LDCC publiée sur nos réseaux sociaux pour dénoncer ses travers et faire valoir les bénéfices de son abolition.

6 NOVEMBRE 2025

Envoi au ministre du Travail, Jean Boulet, de **181 plaintes** de propriétaires de PME dénonçant les coûts, la paperasserie et l'iniquité de ce régime unique en Amérique du Nord.

3 NOVEMBRE 2025

Appui du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec aux demandes formulées par la FCEI en faveur de l'abolition de la LDCC.



Rencontres avec le Parti Québécois et le Parti Libéral du Québec afin d'échanger sur les avenues possibles pour abolir la LDCC.

27 OCTOBRE 2025

11 SEPTEMBRE 2025

Transmission au ministre du Travail, Jean Boulet, de **211 plaintes** de propriétaires de PME dénonçant les coûts, la paperasserie et l'iniquité de ce régime unique en Amérique du Nord.

Publication d'une chronique de François Vincent, vice-président FCEI, Québec, dans Les Affaires pour appeler le gouvernement à sortir de l'immobilisme et à abolir la LDCC, un régime désuet qui impose un fardeau réglementaire de 47 M\$ à 10 000 PME chaque année.

7 AOÛT 2025

Lancement d'une **page Web** entièrement consacrée au dossier de la LDCC qui regroupe notre position sur le sujet, notre pétition et nos initiatives menées depuis 2020.

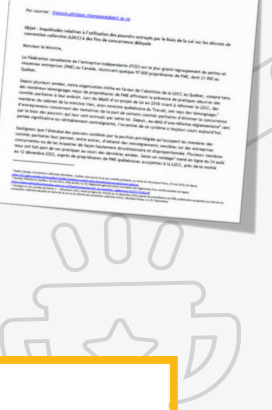
7 AOÛT 2025

2 NOVEMBRE 2023

Rencontre en ligne avec le Bureau de la concurrence pour discuter des préoccupations des membres de la FCEI concernant les comités paritaires et leur utilisation des pouvoirs qui leur sont octroyés par le biais de la Loi sur les décrets de convention collective.



Les **1 500 pétitions** pour abolir la Loi sur les décrets de convention collective sont déposées au ministre du Travail, Jean Boulet.



3 OCTOBRE 2023



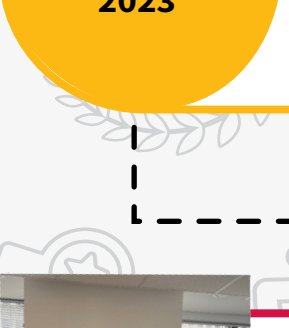
25 SEPTEMBRE 2023

Envoi d'une lettre à l'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, pour lui faire part des inquiétudes de la FCEI quant à l'utilisation des pouvoirs octroyés par le biais de la Loi sur les décrets de convention collective à des fins de concurrence déloyale.



20 SEPTEMBRE 2023

Dépôt des **1 500 pétitions** signées par les propriétaires de PME assujettis à la LDCC et aux comités paritaires, lors de l'audition de la FCEI sur le projet de loi 17, à l'Assemblée nationale.



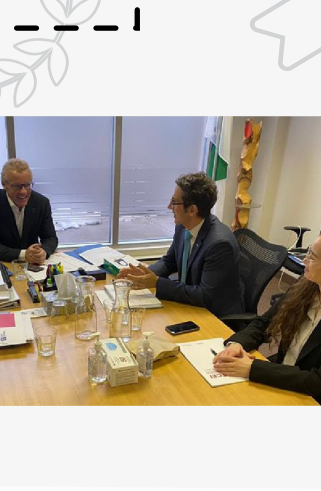
19 SEPTEMBRE 2023

Sortie publique de notre étude sur la Loi sur les décrets de convention collective.



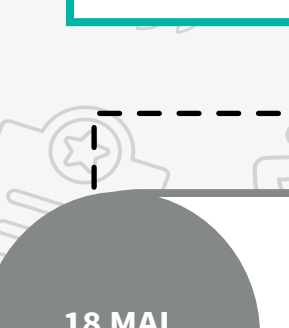
7 SEPTEMBRE 2023

Envoi d'une lettre au ministre du Travail, Jean Boulet, au sujet d'une demande d'accès à l'information concernant les documents d'enquête de son ministère sur les comités paritaires.



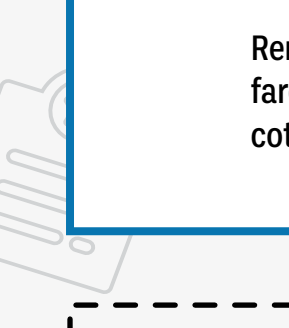
1 SEPTEMBRE 2023

Rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet.



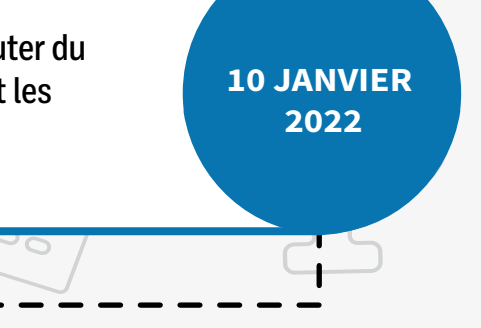
27 FÉVRIER 2023

Rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet, et remise en main propre des **1 247 pétitions** signées par les propriétaires de PME assujettis à la Loi sur les décrets de convention collective, appliquée par les comités paritaires.



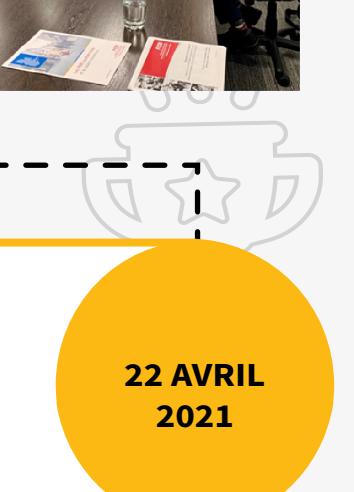
7 NOVEMBRE 2022

Rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet.



25 NOVEMBRE 2022

Sondage sur les comités paritaires envoyé aux membres propriétaires d'entreprise, qui sont assujettis à la Loi sur les décrets de convention collective.



28 SEPTEMBRE 2022

Pétition concernant la Loi sur les décrets de convention collective et les comités paritaires.



18 MAI 2022

Réforme de la gouvernance des comités paritaires : une couche de peinture sur une fondation fissurée, selon la FCEI.



10 JANVIER 2022

Rencontre en ligne avec Revenu Québec pour discuter du fardeau administratif et financier que représentent les cotisations relatives aux comités paritaires.



6 DÉCEMBRE 2021

Rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet.



22 AVRIL 2021

Envoi d'un courriel-pétition aux membres propriétaires d'entreprise, qui sont assujettis à la Loi sur les décrets de convention collective.

15 JANVIER 2021

Envoi d'une lettre au ministre du Travail, Jean Boulet, pour demander l'abolition de la Loi sur les décrets de convention collective ou la mise en place d'une grande consultation auprès des entreprises qui y sont assujetties.

21 JUILLET 2020

Envoi d'une lettre au ministre du Travail, Jean Boulet, concernant les modifications proposées au Décret sur l'industrie des services automobiles d'Arthabaska, de Granby, de Sherbrooke et de Thetford Mines.

30 JUIN 2020

Abolition du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais : les PME sont enfin libérées d'une réglementation d'un autre siècle!

2 AVRIL 2020

Envoi d'une lettre au ministère du Travail pour demander l'abolition du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais.

